



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 3010  
10 avril 2026  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **Face à un capitalisme de crise et de guerre les travailleurs doivent défendre leur vie !**



## **Moyen-Orient**

**La rage de  
l'impérialisme**

Pages 8 et 9

## **Prix des carburants**

**Le racket des  
compagnies**

Page 3

## **Permis de séjour**

**Les travailleurs  
immigrés harcelés**

Page 12

**Leur société**

- Prix des carburants : rencontre au sommet pour rien 3
- Pouvoir d'achat : le gouvernement au secours du patronat 3
- Saint-Denis : des milliers contre le racisme 4
- Rima Hassan en garde à vue : une campagne d'intimidation 4
- Cédric Chauviat : l'impunité de la police 4
- Fraude sociale : des mesures contre les travailleurs 5
- TotalEnergies : les profiteurs de guerre 5
- RSA : Panoramix dans le viseur 5
- Nouvelle-Calédonie : projet dans l'impasse 6
- Chômage partiel : le patronat exige, Farandou exécute 6
- Expulsions : l'État contre le droit au logement 6
- Taux d'intérêt : banques, profiteurs de guerre ! 6
- Éducation nationale : à l'heure de l'austérité 7
- École de Santa-Maria-Poggio : la mobilisation a payé 7
- Agriculture : des cadeaux aux plus gros 7
- Titres de séjour : le renouvellement impossible 12
- Loi séparatisme : diviser pour mieux régner 12
- Méditerranée : naufrage et décompte macabre 12
- Paradis fiscaux : tout va très bien... 12

**Dans le monde**

- Iran : la rage de l'impérialisme 8
- Liban, Syrie, Gaza : les guerres de Netanyahu 8
- Irak : les conséquences du conflit 9
- Détroit d'Ormuz : des milliers de marins en danger 9
- États-Unis : maxi-rallonge pour l'armement ? 9
- Hongrie : une échéance difficile pour Orban 10
- Guerre : une manne pour les armateurs grecs 10
- Russie : le prix de la guerre 11
- Méditerranée : une catastrophe annoncée 11
- Argentine : des milliers contre Milei 16

**Dans les entreprises**

- Fonderie lorraine Grossbliederstroff 13
- SNCF 13
- Usine d'Arc 13
- Royer - Fougères 13
- Safran 14
- Dassault 14
- DESPS - Grenoble 14
- Hôpital de la Croix-Rousse Lyon 15
- Prisma Média 15

**Agenda**

- La Fête de Lutte ouvrière à Presles 16

# Sauvons notre peau dans ce monde de fous qu'est le capitalisme !

Dans un message grossier et insultant dont il a le secret, Trump a posé un nouvel ultimatum à l'Iran. Si le détroit d'Ormuz n'était pas rouvert, les États-Unis attaqueraient les principales infrastructures du pays pour « *le faire revenir à l'âge de pierre* ».

Mettra-t-il ses menaces à exécution ou cherchera-t-il une porte de sortie pour limiter la crise pétrolière et le chaos qu'il a provoqués avec Israël en bombardant l'Iran ?

Tout est possible parce que, même dans la crise et dans la guerre, ses amis capitalistes et milliardaires s'enrichissent comme jamais. L'économie mondiale et les échanges sont détraqués ? L'approvisionnement en pétrole est compromis ? Qu'à cela ne tienne, c'est une occasion de plus de spéculer et d'engranger des milliards !

Les proches de Trump, dont ses propres fils, ne se sont pas privés de le faire. Ils ont empoché un pactole en spéculant sur le pétrole et sont désormais soupçonnés de conflit d'intérêts et de délit d'initiés. Voilà la réalité de la guerre vécue par la bande de voleurs et de criminels qui nous gouvernent !

Les cours boursiers les empêchent peut-être de dormir, mais pas les morts. D'ailleurs qui les compte encore en Palestine, au Liban, en Iran, en République du Congo, en Ukraine ?

Les dirigeants de ce monde, la classe capitaliste et ses représentants politiques, se moquent des conséquences de la guerre pour les peuples et pour les travailleurs comme nous. Notre malheur fait bien souvent leur propre bonheur. La hausse des carburants est un coup de massue pour le monde du travail mais c'est une formidable manne pour les pétroliers et les raffineurs.

TotalEnergies joue les grands seigneurs en bloquant le prix de l'essence et du gazole. Il peut se le permettre, parce que, en spéculant sur la hausse du cours du pétrole dès début mars, il a encaissé un milliard de dollars de profits exceptionnels.

Les raffineurs ont multiplié leur marge par quatre en un mois. Ils achètent le pétrole brut plus cher mais ils en profitent pour augmenter les prix de l'essence, du gazole et du fioul dans des proportions bien plus grandes. Et, bien sûr, le cours de leurs actions s'est envolé, avec +16 % pour TotalEnergies, +13 % pour Shell, +22 % pour BP.

Ce sont des rapaces, des profiteurs de guerre et des spéculateurs, qui se jettent sur tous les malheurs du monde pour engranger plus d'argent. Ne nous laissons pas racketter par cette bande de voleurs !

Nombre de politiciens, à commencer par Le Pen et Bardella, ne veulent surtout pas s'en prendre aux profits patronaux et ne dénoncent que les taxes et la TVA. Ces taxes sont certes injustes parce qu'elles pèsent de la même façon sur les riches et les pauvres. Il faudrait les supprimer et forcer la grande bourgeoisie à compenser le manque à gagner pour l'État. Mais, actuellement, au moment même où les capitalistes du pétrole commettent un des plus grands casses du siècle, ne parler que de cela sert de diversion.

Il faut faire payer les pétroliers et les multinationales. C'est à la grande bourgeoisie, aux actionnaires milliardaires qui tiennent l'économie, d'assumer les conséquences de la crise de leur système et des guerres qu'ils provoquent. Car c'est dans leur intérêt exclusif que leurs chefs

d'État et amis, comme Trump, les fomentent. C'est pour leur assurer des marchés, le contrôle des matières premières, la domination des circuits commerciaux.

Nous n'avons pas à accepter d'être victimes de leur économie, de leurs rivalités et de leurs politiques guerrières. Contrairement aux Palestiniens, aux Ukrainiens, aux Libanais et aux Iraniens, nous ne

payons pas encore le prix du sang, mais nos dirigeants, qui sont à l'origine de toutes ces guerres, nous le feront payer un jour si nous ne nous révoltons pas.

Alors, commençons par dire que nous n'acceptons pas d'être rançonnés, en plus d'être exploités ou licenciés. Profitons de la colère qui monte pour discuter, nous organiser, réfléchir à nos revendications et engager le combat.

Il faut confisquer les bénéfices des profiteurs de guerre pour les besoins de la population laborieuse et revendiquer l'expropriation de TotalEnergies, Exxon, BP ou Shell, qui n'arrêtent pas de se gaver sur notre dos.

Et comme la hausse de l'essence va inévitablement se répercuter sur tous les autres prix, il faut l'augmentation massive des salaires, des pensions et des allocations, et leur indexation sur les prix !

Nathalie Arthaud



## Prix des carburants : **rencontre au sommet pour rien**

**Mardi 7 avril, le gouvernement a réuni les syndicats pour discuter des mesures qu'il faudrait prendre face à la hausse des carburants.**

Le fait que, face à ces hausses et à celles qu'elles entraînent, les travailleurs, les chômeurs, les retraités ont un besoin urgent d'une hausse des salaires, des allocations et des pensions n'était pas à l'ordre du jour.

Le gouvernement prévoit des aides aux entreprises. Rien d'étonnant car il réfléchit d'abord « par en haut ». Face à la crise économique due à la flambée du prix du pétrole et des carburants, son premier geste est de couvrir ceux qui s'enrichissent : les groupes pétroliers et autres capitalistes de ce secteur ainsi que tous les spéculateurs, et ce sont souvent les mêmes. Ensuite, il daigne s'occuper du reste de la société. Il commence par les moyennes entreprises, à qui il promet des aides, mais faibles car, déjà, en dehors de toute crise pétrolière, l'argent de l'État est largement acquis aux grands groupes. Et il reste surtout

des miettes pour les petits patrons, ce qui ne calme pas leur colère. Quant aux travailleurs et aux classes populaires en général, eux, tant qu'ils ne se révoltent pas, l'État les ignore.

Face à cette nouvelle poussée d'inflation brutale, les dirigeants des grandes centrales syndicales ne sont pas du tout à la hauteur. Le dirigeant de la CFE-CGC a même osé déclarer que « les mesures qui s'appliquent à tout le monde » ne sont pas efficaces. Comme si justement l'inflation ne touchait pas tout le monde...

La CGT, en revanche, parle à juste raison d'une mesure qui protégerait un peu le porte-monnaie des classes populaires, qui serait le plafonnement du prix du litre d'essence à 1,70 euro. Mais, même si elle était adoptée, elle serait insuffisante. D'abord, il est évident que tous les prix pourraient augmenter, et très vite. Il suffit de

voir à quelle vitesse le prix des carburants dans les stations-service a augmenté alors même que l'essence dans les cuves avait été achetée avant la hausse du prix du pétrole. Dans l'économie capitaliste, l'inflation peut se propager plus vite que les marchandises ne circulent. Alors se borner à une mesure concernant le prix des carburants, c'est déjà assurer aux couches populaires qu'elles auront un train de retard sur les hausses à venir. Et puis il y a tous ceux qui n'ont pas de véhicule mais qui subiront tout de même la hausse de tous les autres prix.

Il faut des mesures qui concernent tout le monde ouvrier et, au-delà, toutes les classes populaires, contrairement à ce que pense le dirigeant de la CFE-CGC. Et ne pas vouloir s'en prendre aux profits des grands groupes, ne pas dire qui doit payer pour l'inflation, revient, d'une manière ou d'une autre, à laisser l'État prendre dans une poche ce qu'il n'aura pas pris dans une autre. Comment l'État



financera-t-il un blocage des prix des carburants s'il n'est pas contraint, pour cela, de faire payer les pétroliers et autres capitalistes ? Il prendra sur les budgets des services publics ou il augmentera ou créera d'autres impôts.

La seule façon de garantir les intérêts des couches populaires est d'imposer l'augmentation massive des salaires, des allocations et des pensions et leur indexation sur les prix en prenant sur les profits.

**Pierre Royan**

## Pouvoir d'achat : **le gouvernement au secours du patronat**

**« Soyons clairs, une hausse des prix est inévitable, l'Insee l'évalue à 2 % en juin », a déclaré Serge Papin, le ministre des Petites et Moyennes Entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat.**

Ce ministre commentait ainsi le 5 avril les conséquences de la hausse du prix des carburants et du pétrole brut et annonçait à la population de sombres lendemains.

Alors, que prévoient ses collègues au gouvernement, à commencer par le premier d'entre eux ? Lecomu a déjà annoncé la couleur, il n'est pas question de renouveler le « quoi qu'il en coûte » qui, soit dit en passant, n'a vraiment profité qu'au patronat, gros et moins gros. Et Papin l'a confirmé aux journalistes du *Parisien* : « Nous n'avons pas les moyens de donner des aides massives, nos finances publiques ne nous le permettent pas. »

On verra donc tout au plus de petits coups de pouce, censés colmater l'effondrement actuel et futur du pouvoir d'achat des classes populaires. Mesure dite « de liberté »

par un Papin, ex-patron de Système U, le ticket-repas sera utilisable même le dimanche... si la proposition de loi à ce sujet aboutit d'ici à l'été, comme l'espère le ministre. Les 5 millions de salariés potentiellement concernés devront attendre pour gagner ces quelques euros, qui d'ailleurs leur appartiennent.

Des sénateurs de droite se montrent encore plus aventureux. Ils envisagent une proposition de loi qui débloquerait l'épargne salariale (primes d'intéressement, de participation et de partage de la valeur, dite prime Macron). Si la proposition aboutit, les salariés auraient donc le droit de disposer, là encore, de leur argent, en sortant de leur cagnotte jusqu'à 5 000 euros, en une fois, l'année du vote de la loi. Point ne serait besoin, comme actuellement, de justifier d'une circonstance exceptionnelle

pour toucher à son pécule. Quelle générosité et, surtout, quel gain de pouvoir d'achat pour ceux dont les fins de mois surviennent de plus en plus tôt : ils gagneraient... le droit de disposer de leur épargne !

Mais l'imagination poussive des gouvernants ne s'arrête pas là. Ils se torturent les méninges pour trouver comment désamorcer la colère légitime des « grands rouleurs » asphyxiés par les prix du carburant. Qui en

bénéficiera, pour quel montant ? Mystère. Mais une chose est sûre : les capitalistes du secteur – comme TotalEnergies, qui a gagné plus d'un milliard de dollars en un mois en anticipant la hausse – n'auront rien à déboursier.

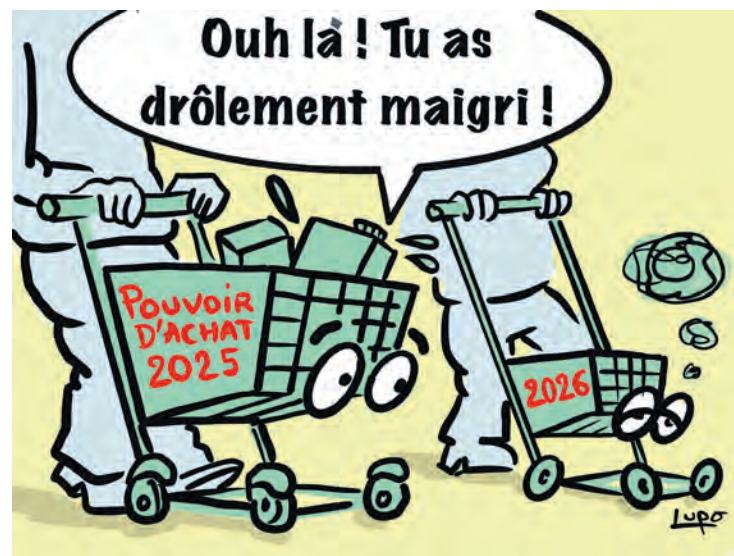
Enfin, les ministres sont priés de renouveler avant septembre le système de leasing social, censé permettre à des ménages modestes de se procurer pour (un peu) moins cher un véhicule

électrique. Coup double, et même triple, pour le gouvernement : une aide aux constructeurs automobiles, un petit pas vers la décarbonation, et un effet d'annonce pour les conducteurs d'une voiture hors d'âge ayant tout de même les fonds pour en changer.

Tous les moyens sont bons, chez les serviteurs politiques des capitalistes, pour se donner l'air d'agir face à une inflation, dont leur système est entièrement responsable, sans toucher un centime des fortunes qui dégoulinent sur ceux du CAC 40. Leurs 94 milliards de profits de 2025 resteront intacts, y compris chez les trois profiteurs champions que sont, dans l'ordre, BNP Paribas, TotalEnergies et LVMH, avec chacun plus de 10 milliards d'euros empochés dans l'année.

Il est donc clair que l'argent est là. C'est là qu'il faut le prendre pour soigner sérieusement le pouvoir d'achat en augmentant les salaires, en leur faisant suivre l'inflation.

**Viviane Lafont**



## Saint-Denis : des milliers contre le racisme

**Une foule de plusieurs milliers de personnes s'est rassemblée le 4 avril sur le parvis de l'hôtel de ville de Saint-Denis à l'appel du nouveau maire, Bally Bagayoko, pour dénoncer les attaques racistes dont il était victime.**

Au lendemain de son élection, le psychologue Jean Doridot et le « philosophe » Michel Onfray s'étaient en effet tristement illustrés sur CNews, la chaîne du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré. Onfray avait comparé Bagayoko au « mâle dominant d'une tribu primitive » alors que Doridot s'était répandu en propos d'un racisme éhonté : « *Nous sommes des mammifères sociaux de la famille des grands singes, et dans toute tribu il y a un chef qui a pour mission d'installer son autorité.* » C'est de Bally Bagayoko qu'il s'agissait.

Une foule compacte était donc venue pour exprimer son refus du racisme visant le nouvel élu et dire son exaspération face à tous les actes et propos de la même eau qui pourrissent la vie des habitants issus de l'immigration, qu'il s'agisse des contrôles au faciès ou des discriminations à l'embauche et au travail.

Beaucoup d'autres, n'ayant pas à subir les mêmes infamies du fait de leur couleur de peau, tenaient à exprimer à quel point cette campagne raciste les indignait et à affirmer leur solidarité avec tous ceux qui en sont victimes. Tous étaient là pour affirmer qu'ils n'acceptaient pas de voir cette propagande raciste tenter de développer les divisions et les oppositions

au sein de la population.

On peut certes regretter que les orateurs, dont Bagayoko lui-même, aient choisi de situer leurs interventions sur un plan nationaliste. À les entendre, la lutte contre le racisme devrait simplement mener à un vote LFI en 2027, qui serait l'expression d'une « nouvelle France ». Une *Marseillaise*, ce chant des conquêtes coloniales et des boucheries impérialistes, fut même lancée pour conclure le rassemblement.

Notre camarade Nathalie Arthaud était présente, bien que sans la possibilité de

prendre la parole. Elle a exprimé dans une vidéo le sens qu'a pour Lutte ouvrière la lutte contre le racisme : « *Le racisme est notre combat et doit être celui de tous les travailleurs... Il est révoltant que des hommes et des femmes soient discriminés en raison de leur couleur de peau, mais aussi parce qu'ils appartiennent aux classes populaires. En propageant le racisme, ceux qui nous dirigent veulent faire diversion, faire oublier une chose fondamentale à laquelle nous sommes tous confrontés, l'exploitation, la mise en esclavage*

*moderne de tous les travailleurs pour le profit d'une infime minorité...* » Et à propos de la « nouvelle France » elle a tenu à dire : « *Il y a deux France, la France des exploités et celle des exploités* », terminant en citant la phrase de Karl Marx : « *Prolétaires de tous pays, unissez-vous !* ».

Il faut abattre le système capitaliste qui charrie le racisme et qui est la source de toutes les guerres. « *C'est en menant ce combat qu'on renverra dans les poubelles de l'histoire le racisme et tout ce qui s'ensuit* » a-t-elle conclu.

**Daniel Mescla**



CLEMENCE GUETTE

## Rima Hassan en garde à vue : une campagne d'intimidation

**Rima Hassan, eurodéputée LFI, a été retenue en garde à vue le 2 avril. Elle est poursuivie pour « apologie du terrorisme » et son procès devant le tribunal correctionnel se déroulera en juillet prochain.**

Il s'agit encore une fois d'intimider ceux qui dénoncent l'extermination des Palestiniens commise par l'armée israélienne avec la complicité des dirigeants occidentaux.

Le RN n'a pas besoin d'être au pouvoir pour être obéi du ministère de l'Intérieur. C'est un de ses députés qui a réclamé la poursuite de Rima Hassan pour un simple tweet, où elle citait une phrase attribuée à Kōzō Okamoto, condamné pour avoir participé à la fusillade meurtrière de l'aéroport de Lod en 1972 en Israël : « *J'ai consacré ma jeunesse à la cause palestinienne. Tant qu'il y aura oppression, la résistance ne sera pas seulement un droit, mais un devoir.* » Aussitôt, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, lançait

un signalement au parquet. Alors que Rima Hassan s'était présentée à la convocation, qui est loin d'être la première, elle s'est retrouvée en garde à vue. Magistrats ou policiers ont ensuite fait fuiter dans la presse le fait que de la drogue aurait été retrouvée sur elle, afin de permettre à des plumitifs aux ordres du pouvoir de la salir.

La semaine précédente, le tribunal de Paris avait condamné Olivia Zemor, présidente de l'association EuroPalestine, à deux ans de prison avec sursis pour le même délit « d'apologie du terrorisme », suite à des articles d'octobre 2023.

Alors que les défenseurs du génocide à Gaza et des bombardements des populations au Moyen-Orient



GEOFFROY VAN DER HASSELT

paradent dans les médias, celles et ceux qui dénoncent le sort des Palestiniens et le colonialisme meurtrier d'Israël sont harcelés par la police et la justice françaises.

La meilleure des solidarités avec les militants poursuivis est de refuser l'intimidation et de continuer le combat contre la politique criminelle du gouvernement israélien et des puissances impérialistes.

**Christian Bernac**

## Cédric Chouviat : l'impunité de la police

Six ans après la mort de Cédric Chouviat, décédé lors de son interpellation par quatre policiers, aucun procès n'a encore eu lieu. Le dossier est bloqué, à tel point que la Défenseure des droits s'en est émue et l'a fait savoir.

Cédric Chouviat travaillait comme coursier dans l'entreprise de son père. Il avait cinq enfants. Le 5 janvier 2020, il était interpellé sur le quai Branly dans le 7<sup>e</sup> arrondissement parisien alors qu'il effectuait une livraison à scooter. Les policiers le plaquèrent au sol et l'immobilisèrent par une clé d'étranglement. Il eut beau crier à sept reprises « *J'étouffe* », rien n'y fit et ce furent ses derniers mots. Le rapport d'autopsie établit qu'il était décédé d'une « asphyxie avec fracture du larynx ».

La culpabilité des policiers ne pourrait être plus

claire. Ils ont pourtant continué à exercer leurs fonctions et les procédures judiciaires engagées par la famille traînent interminablement. Un juge d'instruction a mis trois ans à renvoyer trois des quatre policiers devant le tribunal correctionnel pour « homicide involontaire », ce qui revient déjà à minimiser à l'extrême leur responsabilité. Le dernier, resté « en retrait », bénéficie d'un non-lieu bien que n'étant pas intervenu pour empêcher ce meurtre. Depuis, les contestations des policiers et la lenteur des procédures n'ont cessé de retarder le procès, dont la date n'a toujours pas été fixée.

Comme le font remarquer les avocats de la famille, lorsque des policiers sont les accusateurs, les choses vont beaucoup plus vite.

**D. M.**

## “Fraude sociale” : des mesures contre les travailleurs

Après des jours et des jours de surenchères antipauvres, l'Assemblée nationale devait approuver mardi 7 avril en première lecture le projet de loi « contre la fraude fiscale et sociale ».

De fraude fiscale, il n'en est dans le projet que peu question. La plupart des mesures entendent s'attaquer à ce que ces messieurs les députés appellent la « fraude sociale ». Ainsi, oublier de signaler sa nouvelle situation, travailler au noir parce qu'on n'a guère le choix constituent pour eux une fraude. Mais les députés se sont encore évertués à aggraver les dispositions du projet de loi gouvernemental. Celui-ci prévoyait

pourtant déjà la suspension des allocations chômage pour une simple suspicion de fraude. Contrairement aux sénateurs, les députés ont rejeté l'accès de France Travail au fichier des compagnies aériennes, au registre des Français établis hors de France, aux opérateurs de téléphonie et à l'adresse IP des usagers, mais ils ont renforcé les capacités d'action de France Travail et des départements qui versent le RSA.

Les organismes auront ainsi accès aux informations fiscales et patrimoniales, aux relevés bancaires, aux fichiers de la Caisse nationale d'assurance maladie et à ceux des assurances complémentaires... Il ne s'agit plus de lutter contre la fraude au RSA ou au chômage mais de lutter contre les bénéficiaires du RSA et contre les chômeurs, de les harceler.

Parmi les amendements proposés et adoptés par les députés RN, de droite et macronistes, il y a le durcissement des pénalités pour « exercice » d'un travail dissimulé ou pour absence de déclaration d'un changement



de situation donnant droit à une prestation. L'amendement RN instaure une amende plancher « égale au triple des montants indûment perçus », puis à « cinq fois le montant concerné » à la première récidive. À partir de la troisième infraction, « des suspensions des droits sociaux » seront appliquées. Et le plafond des pénalités a été doublé en cas de récidive.

Dans la même veine, un amendement du député Modem Christophe Blanchet a instauré de nouvelles peines contre l'usage par des assurés d'arrêts de travail falsifiés, par exemple par l'imitation de la signature d'un médecin, ces peines pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 50 000 euros d'amende. Il s'y ajoute la suspension possible du versement des indemnités journalières pour une durée d'au moins six mois. Ce sont autant de condamnations à une mort sociale certaine. Suspicion supplémentaire contre les médecins et les travailleurs,

les arrêts de travail par téléconsultation sont interdits.

Avec ces mesures antipauvres, qui ne seront finalisées qu'après accord entre le Sénat et l'Assemblée nationale, le gouvernement compte pouvoir encaisser 1,5 milliard d'euros. Contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie qui pratiquent l'évasion fiscale frauduleuse à hauteur de 80 à 100 milliards, il ne déploie manifestement pas la même énergie. C'est qu'au-delà des sommes qu'il espère engranger, il y a une politique. Comme l'a dit en septembre le sénateur centriste Olivier Henno, rapporteur de la loi, il s'agit pour l'État de « garantir l'acceptabilité des mesures d'effort demandées aux Français en luttant davantage contre ceux qui ne respectent pas les règles du jeu ». En clair, il faut taper sur les plus pauvres pour que tous les travailleurs acceptent de voir leurs revenus et leurs conditions de vie se dégrader.

Serge Benham

## TotalEnergies : les profiteurs de guerre

En pariant sur la fermeture du détroit d'Ormuz, la division « trading » (spéculation) de TotalEnergies a réalisé un profit de guerre exceptionnel d'environ un milliard de dollars en quelques semaines.

Dès les premiers jours des bombardements américains et israéliens, cette filiale du groupe pétrolier basée à Genève appelée Totsa, a acheté la majeure partie des cargaisons de pétrole brut du Moyen-Orient qui devaient être livrées en mai. Ses traders anticipaient la flambée à venir des cours boursiers, qui s'est produite ensuite, lorsque le détroit d'Ormuz a été bloqué. Totsa a alors revendu au prix fort ce pétrole indispensable à l'économie de plusieurs pays d'Asie.

C'est par déduction que la presse économique a compris la manoeuvre et pu la rendre publique : le trust lui-même n'a rien divulgué. Telle est une des conséquences du secret

commercial. Dans le monde capitaliste, des ressources essentielles pour les populations du monde, telles que le pétrole pour l'énergie ou le blé pour l'alimentation, deviennent des produits boursiers qui s'achètent et se vendent sur des places financières, à des milliers de kilomètres de leur lieu de production ou d'utilisation. Ces ressources sont alors soumises aux aléas de la spéculation dans l'opacité la plus totale.

Toujours d'après la presse économique, cette opération aurait été facilitée par l'implantation de TotalEnergies au Moyen-Orient. Cette entreprise, fleuron de l'impérialisme français, y réaliserait environ un tiers de sa

production mondiale d'hydrocarbures et bénéficie de nombreuses relations avec les dirigeants locaux. Au Qatar, elle est même le premier partenaire étranger de la compagnie nationale, qui exploite le gisement gazier North Dome-South Pars, le plus grand du monde.

Cette implantation remonte aux lendemains de la Première Guerre mondiale, lorsque le dépeçage de l'ancien empire ottoman permit aux capitalistes anglais et français de mettre la main sur de nombreux gisements, en Irak et dans le Golfe. La Compagnie française des pétroles, (CFP), l'un des deux ancêtres de TotalEnergies, s'installa au Qatar en 1935 et à Abou Dhabi en 1939.

En matière de profits de guerre, TotalEnergies n'en est pas à son coup d'essai. L'entreprise a réalisé le bénéfice le plus élevé de son histoire en 2023, avec 21 milliards d'euros. Ce record était largement la conséquence de la flambée du cours du pétrole ayant suivi la guerre en Ukraine. S'enrichir sur le sang et la mort des populations en guerre, ainsi que sur le racket de celles qui ne sont pas en guerre mais ont besoin d'énergie au quotidien, est d'ailleurs le fonds de commerce de tous les trusts pétroliers.

La réquisition immédiate de ces profits de guerre et l'expropriation de ces trusts ne seraient que justice.

Thomas Baumer



## RSA : Panoramix dans le viseur

Maël de Calan, notable de la droite bretonne et président du département du Finistère, est en pointe dans la chasse aux précaires et aux pauvres. Avant même que le gouvernement parle d'instaurer l'obligation de travailler pour les allocataires du RSA, il avait élaboré un « plan RSA » départemental pour radier plus vite ceux qu'il accuse de vivre du revenu de solidarité alors qu'ils « pourraient travailler ».

Interviewé par Sud Radio, de Calan en a rajouté une louche, prenant

comme exemple de personne au RSA « un druide dans le Finistère qui est au RSA et qui ne vit même pas de son activité druidique ». Aussitôt, un communiqué du grand druide de Bretagne a dénoncé la stigmatisation dont lui et ses semblables étaient victimes : « Être druide n'est pas un métier mais une vocation et cela ne saurait être un motif de radiation ».

Faut-il croire que la potion magique pour soigner la bêtise est bloquée dans le détroit d'Ormuz ?

Nadia Cantale

## Nouvelle-Calédonie : projet gouvernemental dans l'impasse

**Jeudi 2 avril, députés de gauche et députés du RN ont voté le rejet préalable du projet de loi constitutionnelle issu de l'accord de Bougival prévoyant une réforme des institutions de Nouvelle-Calédonie.**

Le projet de loi ne sera donc même pas discuté à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre Lecornu s'est empressé d'annoncer une réunion des signataires de Bougival pour tenter de trouver une issue qui convienne d'abord et avant tout aux intérêts de l'impérialisme français.

Signé en juillet dernier par tous les partis sauf le FLNKS, l'accord dit de Bougival

était la réponse de l'État français aux émeutes qu'il a lui-même déclenchées en annonçant en mai 2024 l'élargissement du corps électoral au détriment des Kanaks, les rendant minoritaires dans leur propre pays. Cet accord prétendait donner des gages aux Kanaks en instaurant un « État de Nouvelle-Calédonie » au sein de l'État français qui aurait ainsi conservé la main sur l'armée, la police, la jus-



Affrontements à Nouméa en 2024.

justice, ces fonctions ne pouvant être transférées localement que par un vote des trois cinquièmes du Congrès calédonien. Ce transfert aurait été d'autant plus impossible que l'élargissement du corps électoral, contre lequel s'est insurgée la jeunesse en mai 2024, aurait été entériné en même temps.

Aux élections municipales de mars dernier, ceux qui ont progressé sont le FLNKS dans les provinces kanakes et les loyalistes (les anti-indépendantistes) à Nouméa et autour. Pour le FLNKS, il était d'autant plus important de faire en sorte que le projet de loi et l'élargissement du corps électoral qui doit l'accompagner, qui sera favorable aux loyalistes, n'aboutissent pas avant les élections provinciales prévues en juin prochain. Le FLNKS a eu à l'Assemblée le soutien de LFI, du PC et du PS, qui ont ainsi remporté une petite bataille parlementaire contre le gouvernement. Le RN, lui, a voté avec la gauche pour flatter l'électorat de Nouvelle-Calédonie et de métropole qui

considère que la création d'un État de Nouvelle-Calédonie, même symbolique, serait déjà de trop.

Le gouvernement semble donc dans l'impasse. La solution qu'il imaginait pour consolider les positions de l'État français dans le Pacifique tombe à l'eau. Mais on peut être certain qu'il ne lâchera pas sa colonie à la suite d'un simple revers parlementaire. Alors que les tensions internationales croissent autour de la Chine, le contrôle de la Nouvelle-Calédonie est pour lui une carte qu'il compte bien jouer pour rester dans la course des grandes puissances. Mais les populations colonisées ne se résigneront certainement pas non plus.

Serge Benham

## Chômage partiel : le patronat exige, Farandou exécute

**Le ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, a annoncé le retour du dispositif de chômage partiel pris en charge par l'État pour « soutenir les entreprises » touchées par la guerre au Moyen-Orient.**

À bon entendeur, salut. La vice-présidente du Medef, Paola Fabiani, a immédiatement déclaré : « *Le Medef a demandé qu'on mette en place rapidement les mesures annoncées, notamment le chômage partiel, donc ça va dans le bon sens.* » Sans oublier d'en réclamer d'autres dans la foulée : comme, par exemple, le report des impôts et des cotisations dus par les entreprises. Les travailleurs qui luttent pour faire leur plein ou payer leur loyer chaque mois apprécieront.

Le 7 avril, seules une

trentaine d'entreprises avaient fait la demande d'une prise en charge de chômage partiel. Mais le ministre tenait à rappeler que « *toutes les entreprises sont éligibles* », évoquant ainsi les compagnies de fret ou de logistique, les entreprises affectées par la fermeture du détroit d'Ormuz ou encore celles qui subiraient des ruptures d'approvisionnement en matières premières. Autant dire que l'État s'appête à mettre largement la main au portefeuille.

La crise du Covid en 2020, puis la guerre en Ukraine à partir de 2022 avaient déjà été le prétexte d'un recours massif au chômage partiel par les grandes entreprises. Aujourd'hui comme alors, il est présenté comme un moyen d'éviter les licenciements. En réalité, c'est une manne pour les capitalistes : ce dispositif leur permet de ne payer que 40 % du salaire brut des travailleurs placés en chômage partiel, tandis que l'État et l'Unedic prennent en charge presque tout le reste. Les seuls à payer, par une perte de salaire ou au travers de l'argent public dépensé, sont donc bien les travailleurs.

Marlène Stanis

## Expulsions : l'État contre le droit au logement

Après la fin de la trêve hivernale le 1<sup>er</sup> avril, le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, a pris un arrêté subordonnant les expulsions locatives à l'obligation d'un relogement préalable. L'arrêté a aussitôt été contesté par le préfet qui le soumet au tribunal administratif.

Ce maire ne fait que reprendre la position adoptée depuis des années par des municipalités de gauche, dirigées principalement par le PCF. À chaque fois, ces décisions ont été annulées par les tribunaux à la demande des préfets, que ce soit en région lyonnaise, comme à Vénissieux, ou dans les départements d'Ile-de-France. À Bagneux, dans les Hauts-de-Seine, cela dure depuis 2005 et la maire PCF, qui vient d'être réélue, continue la tradition. En Seine-Saint-Denis en 2012, treize maires, dont celui de Saint-Denis, ont pris des arrêtés qui n'ont pas plu davantage aux préfets. Les

années suivantes, quand les maires ont renoncé à une interdiction pure et simple des expulsions et les ont soumises à un relogement préalable, leurs décisions ont été cassées, tandis qu'ils étaient cette fois accusés d'une intention cachée d'attenter au droit de propriété ! Encore une fois, comme le proclamait déjà *L'Internationale*, le droit du pauvre est un mot creux.

En 2025, le nombre des expulsions locatives a explosé : 30 500 à l'échelle nationale. C'est dire que jeter des familles à la rue sous prétexte qu'elles ne peuvent plus payer se banalise.

Alors, pour contrer ces scandaleuses mesures antipauvres, des arrêtés ne suffisent pas. Quand des expulsions ont pu être empêchées, c'est souvent parce que les voisins ou d'autres habitants de la commune se sont interposés en nombre.

Jean Sanday

## Taux d'intérêt : banques, profiteurs de guerre !

Les banques et plus largement toutes les institutions financières ont profité du déclenchement de la guerre au Moyen-Orient pour augmenter largement le taux d'intérêt que les États doivent payer quand ils empruntent.

D'après *Le Monde*, ces taux ont ainsi grimpé de 0,39 % en France, de 0,49 % en Italie et de 0,29 % en Allemagne et aux Pays-Bas. Ils

atteignent aujourd'hui des niveaux jamais vus depuis la crise des subprimes en 2008.

Cela revient à dire que, pour une même somme empruntée, les États devront rembourser plus d'argent aux banques et vont s'endetter encore plus. En 2025, le gouvernement français a payé 65 milliards d'euros à ses prêteurs, soit plus que le budget de l'Éducation

nationale. D'après la Cour des comptes, cette somme pourrait atteindre 107 milliards en 2029, principalement du fait de l'augmentation de ces taux d'intérêts. Ce sont autant de dizaines de milliards d'argent public qui sont utilisés à remplir les caisses de la BNP Paribas, de la Société générale, etc.

Arnaud Louvet

## Éducation nationale : à l'heure de l'austérité

**Les salariés de l'Éducation nationale étaient en grève mardi 31 mars contre la suppression de 4000 postes d'enseignant. Le nombre de grévistes était important, tant le mécontentement est grand, dans le premier comme dans le second degré. De nombreuses écoles sont restées fermées.**

En Seine-Saint-Denis, ces suppressions de postes se traduisent par la fermeture de 296 classes, contre seulement 115 ouvertures. Pour la seule ville de Saint-Denis, 34 fermetures de classes sont projetées. Ce département est pourtant déjà sinistré puisqu'un élève y perd en moyenne une année d'études par rapport à la moyenne nationale, faute de remplaçants. Ces élèves sans professeurs pourront continuer à s'entasser dans des classes surchargées.

Le ministre de l'Éducation nationale prétend répondre ainsi à la baisse démographique mais c'est un gros mensonge. En dix ans, les gouvernements successifs ont supprimé 10 000 postes dans le secondaire alors que le nombre de collégiens et de lycéens augmentait de 25 000. Les différents ministres manipulent l'argument démographique toujours dans un seul but : retirer des moyens à l'éducation.

Dans les classes, la situation s'aggrave. Dans le primaire, les effectifs qui avaient un temps diminué dans les zones d'éducation prioritaire augmentent de nouveau, et c'est pire dans les autres secteurs. Faute d'enseignants, de nombreuses classes de niveaux différents sont regroupées, détériorant encore les conditions d'apprentissage. Dans les collèges et les lycées, les principaux et proviseurs se tournent vers les équipes pour leur demander de tailler dans les projets pédagogiques : doit-on supprimer le soutien en français ? Enlever une heure de langue ? Renoncer à doubler des travaux pratiques en physique-chimie ? C'est pour refuser ce type d'arbitrage que les enseignants se mettent en grève.

À cela s'ajoute la pénurie de personnel indispensable, comme les AESH, les infirmières et les assistantes sociales. Dans les banlieues populaires, elle est parfois dramatique : des élèves en

grande précarité, sans logement, ne savent plus à qui s'adresser ; d'autres, dyslexiques par exemple, ne parviennent pas à monter des dossiers d'aide faute d'infirmière.

Toutes ces économies faites sur le dos des jeunes permettent notamment d'alimenter le budget des armées. Le gouvernement n'a pas pour priorité d'éduquer une jeunesse qu'il veut habituer au son du canon.

Aline Urbain



À l'école Henri-Wallon à Pantin, en Seine-Saint-Denis.

### École de Santa-Maria-Poggio – Corse : la mobilisation a payé !

Après neuf jours d'occupation, l'Éducation nationale a reculé sur la fermeture d'une classe envisagée à l'école de Santa-Maria-Poggio, en Haute-Corse, qui lui aurait permis de supprimer un poste de professeur des écoles dans une zone déjà largement sous-dotée.

L'école regroupe 76 enfants, et la perspective de les voir entassés dans des classes à trois niveaux différents a déclenché la colère des parents d'élèves et du personnel éducatif

qui se sont réunis et organisés. La mobilisation devant l'école s'est poursuivie avec diverses actions, des manifestations dans les environs, sur les routes et dans toute l'agglomération ont sensibilisé la population, et France 3 et la presse régionale s'en sont fait l'écho. À l'école voisine de San-Giuliano aussi, la colère s'est manifestée et il a été finalement annoncé que la fermeture de classe qui était prévue n'aurait pas lieu.

Ce mépris pour l'édu-

cation des enfants révolte chacun. L'éducation nationale sert de relais à la politique d'économies aux dépens de la population et à l'économie de guerre. Il s'y ajoute cette perversion consistant à mettre en concurrence des écoles entre elles pour tenter de conserver des moyens en attirant des enfants des communes environnantes.

Cette fois, l'organisation des parents d'élèves et des travailleurs de l'éducation n'a pas laissé passer.

Correspondant LO

## Agriculture : des cadeaux aux plus gros

**Sébastien Lecornu a présenté mercredi 8 avril sa « loi d'urgence agricole » au conseil des ministres. Elle comporte de nouvelles dérèglementations en faveur de l'agro-industrie et des plus gros agriculteurs mais ne changera rien aux problèmes que rencontrent la majorité de ceux qui travaillent la terre.**

Avec cette loi, le gouvernement fait mine de répondre à la contestation de l'hiver dernier. À l'initiative de la Coordination rurale (CR, syndicat proche

de l'extrême droite) et de la Confédération paysanne (marquée à gauche), les agriculteurs s'étaient mobilisés contre l'accord du Mercosur et contre l'abattage

systématique des troupeaux lors de l'épidémie de dermatose nodulaire. La FNSEA, le principal syndicat agricole, étroitement lié au gouvernement, était restée à l'écart de la mobilisation et avait soutenu ses décisions d'abattage systématique, perdant ainsi du crédit. Elle a donc poussé pour que la nouvelle loi sorte avant l'été.

Celle-ci fait la part belle aux revendications de la FNSEA et de la CR, ainsi qu'aux demandes des capitalistes de l'agriculture. La principale mesure facilitera l'installation de mégabassines et les captations d'eau, sous prétexte de concurrence avec les agriculteurs européens. Mais la France est plus permissive que ses voisins européens sur la question de l'irrigation des cultures. Le véritable but des gros agriculteurs défenseurs des mégabassines est de mettre la main sur les ressources en eau.

Les autres mesures donnent dans la démagogie anti-écologiste en permettant les tirs contre les loups ou en limitant la protection des haies. À tel point que Laurent Duplomb et Gérard Larcher espèrent que la loi « Duplomb 2 » sera intégrée dans la loi d'urgence agricole, avec notamment l'autorisation de pesticides interdits. En revanche, sur la question essentielle pour les agriculteurs, c'est-à-dire les prix que leur payent l'agro-industrie et la grande distribution, la loi ne changera rien. Même si le gouvernement annonce, comme les précédents, que les prix couvriront les coûts de production, les agriculteurs vivent l'inverse en ce moment.

Le prix payé pour le lait baisse depuis plusieurs mois. Les industriels du secteur, comme Lactalis ou Danone, annoncent 380 à 400 euros les 1 000 litres pour 2026, soit entre 50 à 70 euros de

moins que l'année dernière. Le prix du porc a chuté de 60 centimes depuis septembre 2025, ce qui peut représenter une baisse de revenu de plusieurs milliers d'euros pour un éleveur. Dans le même temps le prix des céréales stagne alors que le coût des intrants a explosé : le prix du gazole non routier (GNR) a presque doublé, celui des engrais a augmenté de 50 %. Cela a d'autant plus d'impact dans la période actuelle, où les travaux des champs sont importants.

Les dernières années ont été de « bonnes années » en élevage, et le prix de la viande bovine reste à un niveau élevé aujourd'hui. Mais la crise actuelle risque d'avoir des conséquences très lourdes pour bon nombre d'agriculteurs. Quant aux consommateurs en bout de chaîne, ils continuent d'être rackettés par la grande distribution.

Sébastien Janais



Manifestation le 19 février 2026 devant l'usine Lactalis de Mautauban.

## Iran : la rage de l'impérialisme

**Au matin du 8 avril, le monde a appris qu'un cessez-le-feu était conclu pour deux semaines entre les États-Unis et l'Iran, comportant la fin des bombardements en échange du déblocage du trafic dans le détroit d'Ormuz. Trump avait changé de ton, parlant d'un bon accord et le présentant comme une victoire. Ce qui sera loin de convaincre.**

Alors que l'Iran continuait de lui tenir tête, Trump avait multiplié les sorties outrancières agrémentées de la vulgarité qui caractérise le personnage. « *Ouvrez ce putain de détroit, bande de tarés* », avait-il proféré le 6 avril.

Trump a multiplié les menaces, promettant de « *ramener l'Iran à l'âge de pierre* », de le détruire « *en une seule nuit* », de rendre « *définitivement inutilisables* » toutes les centrales électriques du pays, ainsi que de démolir « *chaque pont en Iran* ». Ces déclarations donnaient surtout l'image d'un dirigeant qui s'excite et gesticule

d'autant plus qu'il est incapable de parvenir à l'objectif qu'il s'était vanté d'atteindre.

Après plus d'un mois de bombardements, le pouvoir iranien ne s'est pas effondré. Alors qu'il était vomi par toute une partie de sa propre population après la répression terrible des manifestations du début d'année, il semble avoir retrouvé un certain soutien auprès d'une partie des Iraniens, hostiles à l'intervention américaine. Et face au blocage du détroit d'Ormuz et à ses conséquences catastrophiques sur toute une partie de l'économie mondiale, Trump est apparu

totallement impuissant.

Même la supériorité américaine n'apparaît plus aussi écrasante depuis que, vendredi 30 avril, un avion de chasse F-15 a été abattu dans le ciel iranien. À cet affront à la puissante technologie militaire américaine s'est ajoutée la peur pour le gouvernement américain de voir un des deux pilotes de cet avion capturé. Si le régime iranien avait pu exhiber ce prisonnier aux yeux de la planète entière, cela aurait représenté une humiliation supplémentaire pour les États-Unis. C'est pourquoi l'armée américaine a déployé des moyens gigantesques pour récupérer ce pilote sur le territoire iranien.

Des négociations ont en fait eu lieu pendant que Trump s'agitait, le Pakistan servant d'intermédiaire. Rien ne dit que le



Les débris d'un avion F-15 abattu par l'armée iranienne.

cessez-le-feu débouche sur une cessation durable de la guerre. Les dirigeants israéliens, pour leur part, ont annoncé qu'ils continueraient leur offensive au Liban. Les états-majors négocient en faisant parler les armes au maximum, avec la peau des populations. Selon une organisation humanitaire basée aux États-Unis au moins 3 500 personnes auraient été tuées

en Iran depuis le début de la guerre, dont 1 600 civils, et 244 enfants.

Trump, à la tête de la première puissance mondiale, voulait faire une démonstration de force. Pour le moment, il a surtout démontré qu'il ne suffit pas de déverser des tonnes de bombes sur un peuple pour imposer sa loi. Et c'est déjà un revers.

**Pierre Royan**

## Liban, Syrie, Gaza : les guerres de Netanyahu

**Depuis le 2 mars, l'armée israélienne bombarde sans discontinuer le Liban. Près de 1 500 personnes, dont 130 enfants, ont été tuées, et plus d'un million de personnes ont été déplacées, fuyant le sud du pays.**

L'exode de la population se poursuit. Lundi 6 avril, en début de soirée, les habitants de plus de 40 villages du sud du Liban ont été sommés d'évacuer s'ils ne voulaient pas être pris sous les bombes israéliennes. Après la destruction des six principaux ponts reliant les deux rives du Litani, fleuve qui

court sur 140 kilomètres et se jette dans la Méditerranée, plus de 150 000 personnes se retrouvent prises au piège dans le sud, dans une situation humanitaire difficile, dans l'impossibilité d'être ravitaillées en nourriture et en médicaments.

Pour mettre fin aux tirs de roquettes et de missiles

du Hezbollah sur le nord d'Israël, le gouvernement israélien veut créer une « zone de sécurité » de plus de trente kilomètres au-delà de la frontière israélo-libanaise. Le ministre de la Défense, Israël Katz, a exclu le retour dans leur foyer de 600 000 résidents « *jusqu'à ce que la sécurité des habitants du nord d'Israël soit définitivement assurée* ». Allant plus loin encore, il a déclaré que toutes les habitations de la zone concernée devaient être

rasées, comme à Gaza. Quant au ministre des Finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, il est allé jusqu'à prôner l'annexion de cette partie du Liban, déclarant que le Litani devait devenir la « *nouvelle frontière nord d'Israël* ».

La volonté de créer des glacis aux frontières de l'État d'Israël découle directement de l'état de guerre permanent qu'il entretient avec ses voisins depuis sa naissance, en 1948. Cette politique a conduit l'armée israélienne à occuper durablement la Cisjordanie après la guerre des Six-Jours en 1967 ; à envahir le Liban à plusieurs reprises à partir de 1978 et à occuper le sud de ce pays entre 1982 et 2000.

Afin de conserver le soutien de l'extrême droite à laquelle il a lié son sort pour se maintenir au pouvoir, Netanyahu a repris à son compte sa politique ouvertement annexionniste. « *Nous avons créé trois zones de sécurité en profondeur en territoire étranger* », a-t-il déclaré le 29 mars, faisant allusion à la situation au Liban, à Gaza et en Syrie. Dans ce dernier pays, l'armée israélienne, qui occupait déjà une partie du plateau du Golan depuis 1967, a pris le contrôle de 350 km<sup>2</sup> supplémentaires

après la chute du régime de Bachar al-Assad en 2024. Le réseau de tranchées et les neuf bases militaires édifiées démontrent sa volonté de s'y installer durablement.

Dans la bande de Gaza, l'armée israélienne occupe 60 % de la superficie de l'enclave, laissant les 2,2 millions de Palestiniens entassés à l'ouest d'une « ligne jaune », dans des conditions inhumaines, privés d'aide humanitaire et sans la moindre perspective d'amélioration. Semaine après semaine, le nombre de Gazaouis tués par des tirs de soldats ou par des drones continue d'augmenter.

La création de ces « zones de sécurité » n'en assurera en réalité aucune à la population israélienne, et l'oblige au contraire à vivre en permanence en état de guerre avec les populations et les autres États de la région. Depuis qu'il y est présent, l'impérialisme y alimente des conflits qui lui permettent de maintenir tous les peuples sous sa domination. Pour mettre fin à ce chaos, aggravé encore par les actuelles aventures guerrières de Trump et Netanyahu, il faut en finir avec ce système d'oppression et tous les régimes qui en sont complices.

**Marc Rémy**



Bombardement israélien sur la banlieue sud de Beyrouth le 6 avril 2026.

# Irak: les conséquences du conflit

**Le 4 avril, des dizaines de milliers de manifestants contre Israël et les États-Unis ont défilé à Bagdad et dans plusieurs régions d'Irak à l'appel de Moqtada Al-Sadr, un dirigeant chiite qui a gardé une influence héritée de la lutte contre l'occupation américaine après 2003.**

Les bombardements israéliens et américains sur l'Irak ont déjà provoqué la mort de dizaines d'Irakiens. Des milices chiites irakiennes, dont le Kataeb Hezbollah lié à l'Iran, ont riposté en attaquant les intérêts américains et étrangers, hôtels, champs pétroliers, raffineries et zones résidentielles, et enlevé des journalistes étrangers. Dans la nuit du 4 au 5 avril, elles ont attaqué des installations diplomatiques américaines basées en Irak. Il y aurait eu,

d'après l'ambassade des États-Unis à Bagdad, « une tentative d'assassinat de diplomates américains ».

Les agissements de ces milices posent problème au Premier ministre, Mohammed Chia Al-Soudani, pris entre deux feux. Les États-Unis, dont les autorités irakiennes dépendent financièrement, font pression sur lui pour qu'il assure la protection des bases américaines et de leurs représentations diplomatiques en Irak, et qu'il tienne la bride

de ces groupes armés. Mais ceux-ci prospèrent depuis la guerre déclenchée par les États-Unis en 2003 et la chute de Saddam Hussein. Certains ont été intégrés dans les forces armées gouvernementales au cours de la lutte contre l'organisation État islamique, mais les autorités irakiennes ne les contrôlent pas plus que les autres. Par ailleurs, l'Irak, deuxième exportateur de pétrole après l'Arabie saoudite, subit les conséquences de la guerre menée par les États-Unis et Israël, en particulier des restrictions de navigation dans le détroit d'Ormuz. Cette situation pousse certains partis chiites influents au sein de l'État à prôner la neutralité, ce que bon nombre de groupes armés pro-iraniens refusent.



XINHUA - KHAILI

Manifestation à Bagdad contre les bombardements américano-israéliens en Iran, le 4 avril.

La guerre contre l'Iran accroît ainsi encore l'instabilité de l'Irak.

À la guerre de 1980-1988 avec l'Iran a succédé la guerre du Golfe de 1991, puis celle menée en 2003 par les États-Unis, suivie de neuf années

d'occupation. Pour la population irakienne, comme pour bien d'autres au Moyen-Orient, les interventions de l'impérialisme américain sont synonymes de guerre permanente.

**Aline Retesse**

## Détroit d'Ormuz: des milliers de marins en danger

**En évoquant les risques entraînés par le blocage du détroit d'Ormuz, les États, les gouvernements et la grande presse ne se sont guère étendus sur le sort des 20 000 marins concernés. Ils étaient bloqués en pleine mer, sans possibilité d'aller à terre ou d'être ravitaillés.**

Certes le porte-parole des armateurs français a assuré que seuls les volontaires restaient à bord, avec une prime de risque, et que les autres étaient rapatriés. La CGT des officiers, de même qu'un syndicat de marins grec, ont exigé le rapatriement sans condition des équipages. Le syndicat international des ouvriers du transport (ITF) a été reçu par l'organisme patronal correspondant et a obtenu l'assurance de la bonne volonté des armateurs...

Il n'empêche que huit marins sont morts à la suite de six attaques de navires dans le détroit et qu'on n'a constaté nulle part de rapatriement des équipages. De plus, l'ITF a fini par publier le 28 mars plus d'un millier de courriers émanant des marins bloqués.

Ils réclament des vivres, de l'eau, des médicaments, des rapatriements. Ceux qui sont d'accord pour rester à bord afin d'assurer la maintenance exigent le doublement de leur salaire, comme le prévoit la convention en vigueur signée par l'ITF et les armateurs.

On voit donc que cette convention, fort peu protectrice mais qui comprend en effet le rapatriement obligatoire aux frais de l'armateur lorsque le navire est en zone de guerre et le doublement du salaire de l'équipage de maintenance, n'est pas appliquée. Pire encore, la convention ne concerne que 10 000 à 15 000 navires sur les 60 000 immatriculés qui naviguent et 250 000 marins sur le million et demi qui sont embarqués, soit autant

de familles et de villages qui dépendent de leurs salaires, aux Philippines, en Inde, en Indonésie ou ailleurs. Quelle est donc la situation réelle des 20 000 marins bloqués, combien dépendent d'armateurs sans foi ni loi, combien sont ravitaillés, combien sont malades ? On doute que les armateurs, qui ne se donnent pas la peine de faire parvenir de la nourriture et des médicaments à leurs équipages, fassent de gros efforts pour les rapatrier et leur payer leur dû.

Des milliers de marins sont donc abandonnés comme ils l'avaient été, en plus grand nombre encore, lors de l'épidémie de Covid. La valeur de la cargaison d'un de ces navires-prison bloqués dans le détroit d'Ormuz, voire celle d'un seul missile qui passe au-dessus, suffirait à payer le rapatriement et les arriérés de salaire de tout l'équipage.

**Paul Galois**

## États-Unis: maxi-rallonge pour l'armement ?



META DEFENSE

Trump passe en revue des troupes américaines.

Trump, qui s'est fait élire en promettant la fin des aventures militaires extérieures, demande maintenant au Congrès une hausse de 40 % du budget de la Défense du pays, qui serait porté à 1 500 milliards de dollars.

Le budget de la Défense des États-Unis est depuis longtemps le plus élevé au monde : 921 milliards de dollars en 2025. Il représente presque autant que les 14 budgets militaires cumulés, de la Chine, de la Russie, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Inde, de l'Arabie Saoudite, de la France, du Japon, de l'Ukraine, etc. Alors que les États-Unis ne représentent que 4 % de la population mondiale, ils comptent pour 35 % des dépenses globales d'armement.

La hausse phénoménale exigée par le shérif de la Maison Blanche servirait à mettre en place le bouclier anti-missile Dôme d'or, et à construire une série de 34 bateaux de guerre qui

sera modestement nommée Classe Trump. Derrière cette escalade se joue notamment la rivalité avec la Chine, dont la marine de guerre s'est renforcée ces dernières années pour devenir la plus importante au monde. Et puis, faire la guerre coûte cher ; celle en cours contre l'Iran coûterait jusqu'à 200 milliards de dollars, si on en juge par la rallonge demandée par le Pentagone. « Ça coûte de l'argent de tuer des méchants », a expliqué le secrétaire à la Défense, Peter Hegseth.

Pour compenser cette hausse, inédite depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'administration propose de tailler dans de nombreux autres budgets : la recherche médicale, la santé, la NASA, ou encore la protection de l'environnement. Des missiles, des destroyers et des drones à gogo, mais moins de vaccins, des hôpitaux et des aides sociales à la diète : le progrès fait rage...

**Michel Bondelet**



Dans le détroit d'Ormuz le 2 avril.

# Hongrie : une échéance difficile pour Orbán

**En Hongrie, les élections législatives prévues le 12 avril pourraient être difficiles pour le Premier ministre sortant, Viktor Orbán. En effet, lui et son parti, le Fidesz, sont en chute libre dans les sondages, comme jamais auparavant.**

La campagne du Fidesz a pris pour axe l'opposition au soutien à l'Ukraine, qui est en effet le principal argument populaire dans l'opinion. Sur de grands panneaux, le Fidesz diabolise Zelensky et insinue que le parti d'opposition est « pro-ukrainien ». Mais si cette propagande a permis à Orbán d'être reconduit lors des élections de 2022, elle pourrait ne pas suffire cette fois-ci.

Le principal adversaire du Fidesz est un nouveau parti, Tisza, qui rassemble nombre de ses anciens membres. Son chef, Péter Magyar, est un ancien dirigeant du Fidesz et l'ex-mari d'une ancienne ministre de la Justice du gouvernement Orbán. Tisza est le produit d'une scission du Fidesz et il a pu rapidement prendre la place des anciens partis d'opposition, usés au fil des ans.

Une fraction de la bourgeoisie soutient le nouveau parti d'opposition. Son candidat au poste de ministre de l'Énergie et de l'Économie

est un ancien vice-président de Shell, István Kapitány. Sa candidate au poste de ministre des Affaires étrangères, Anita Orbán, est liée au lobby du gaz naturel liquéfié. Cela n'a pas empêché les partis considérés comme à gauche de se rallier à Tisza, laissant la seule extrême droite exprimer vraiment une opposition.

Dans un discours, Orbán s'est dit conscient d'avoir perdu la plupart de ses électeurs urbains et intellectuels et a conclu qu'il ne pouvait plus compter que sur les voix ouvrières. Bien des travailleurs sont en effet inquiets du danger de guerre, davantage que les classes moyennes urbaines qui ne voient là qu'une manœuvre d'Orbán pour faire peur à l'électorat.

En réalité, le gouvernement du Fidesz, tout en se disant opposé à la politique pro-ukrainienne de l'Union européenne, s'est engagé lui aussi dans la marche à la guerre. Le budget militaire a été augmenté et le porte-parole du



JÁNOS BÓDEY

L'usine de Samsung à Göd.

gouvernement a déclaré qu'il « envisagerait » d'envoyer des soldats en Iran si Trump le lui demandait.

Lors de cette campagne, Trump a soutenu Orbán, présenté comme « un véritable ami » et J.D. Vance, son vice-président a même fait le voyage pour le montrer. En même temps, ses services ont aidé à la campagne de Tisza dénonçant la collusion d'Orbán avec Poutine. L'impérialisme américain a ainsi gardé deux fers au feu pour s'assurer d'avoir, quel que soit le résultat, un allié au gouvernement de la Hongrie.

Les intérêts des classes populaires sont donc les grands absents. Pourtant, leur situation matérielle

n'a cessé de se dégrader. La classe ouvrière en particulier, concentrée pour une bonne part dans de grandes usines et complexes industriels, notamment de l'automobile, a connu une baisse continue de son pouvoir d'achat.

Le mépris envers la population ouvrière a été une constante de tous les gouvernements qui se sont succédé en Hongrie depuis 2002, « socialistes » d'abord, puis sous la direction d'Orbán depuis 2010. Il a été illustré par le scandale de la grande usine de batteries Samsung à Göd, près de Budapest, qui a intoxiqué les travailleurs et la population. Le fait était connu des autorités mais quand, en

2023, le gouvernement a délibéré sur un rapport de ses services montrant l'aggravation de cette pollution, il a décidé... de ne rien faire. Ce n'est que suite à des manifestations de la population que Samsung a dû engager des travaux pour, a-t-il dit, « supprimer les risques ».

La comédie électorale actuelle n'apportera évidemment rien à la classe ouvrière hongroise. Celle-ci ne pourra contrer cette dégradation continue de ses conditions d'existence sans retrouver le chemin de la lutte qu'elle a su prendre au cours de son histoire, en particulier lors des mouvements révolutionnaires de 1919 et 1956.

**Paul Sorel**

## Guerre : une manne pour les armateurs grecs

**De nombreux navires se trouvent bloqués de part et d'autre du détroit d'Ormuz ou à proximité ; parmi eux quinze battent pavillon grec. On compte aussi dans la région 325 navires propriété d'armateurs grecs sous pavillon étranger.**

Les armateurs grecs, propriétaires de la plus grande flotte marchande du monde, (17 % de la capacité) ont décidé de « combler le vide laissé par de

nombreuses compagnies internationales » selon les termes d'un reportage du *Figaro*. Guerre en Ukraine ou dans le Golfe, les conflits, disait l'un d'eux

au magazine *Forbes* en mai 2024, « sont une tragédie pour l'humanité mais cela crée des opportunités ». Et un autre ajoutait : « Nous devons être en mesure de tirer parti de ces opportunités. » Ce fut le cas puisque les armateurs déjà milliardaires ont augmenté leur fortune et que sept nouveaux sont venus rejoindre leur groupe.

« Les armateurs grecs sont la première flotte mondiale parce qu'ils savent prendre des risques », a déclaré Nikos Vernicos, un de ces récents milliardaires. Ou plutôt, ils savent les faire prendre à d'autres : « Les marins acceptent la mission, les assurances suivent et les armateurs

foncent, a-t-il ajouté. Il y a d'ailleurs plus de décès par accident de voiture que de marins tués en mer. Ils ont signé des conventions collectives et prennent leurs responsabilités. »

Cette opinion est sans doute partagée par des armateurs d'autres pays, sans qu'ils le crient sur les toits. Dès début mars, une vidéo de l'attaque d'un tanker par un missile iranien, filmée par un marin, a fait le tour des téléphones des équipages, annonçant que quatre Grecs avaient été blessés et que deux marins indiens avaient été tués. Les travailleurs très pauvres du sous-continent indien constituent en effet la plupart des équipages

des navires grecs.

Les syndicats de marins ont protesté et manifesté. Ils réclament entre autres le droit de refuser, sans conséquence pour la situation du marin, d'embarquer ou de passer dans une zone dangereuse. Ils veulent que les équipages bloqués soient rapatriés sous la responsabilité de l'État et des employeurs.

Giorgos Prokopiou, un des nouveaux milliardaires, considéré comme un « armateur corsaire », a envoyé dans le Golfe depuis le 6 mars cinq navires d'une de ses sociétés. Cela devrait lui rapporter 450 000 dollars par jour.

**Sylvie Maréchal**

PIXABAY



Un bâtiment de l'armement grec.

## Russie : le prix de la guerre

**Le nombre de fonctionnaires diminuera de 15 % à Moscou, a annoncé son maire, Sobianine, lors d'une réunion municipale consacrée à l'examen de l'exécution du budget.**

Il a évoqué « la diminution de la croissance des recettes budgétaires » : 2 % au lieu des 6,5 % attendus, ajoutant que cela se traduirait aussi par une réduction des 10 % des dépenses d'investissement. Il est difficile de savoir précisément ce que cela recouvre. Mais l'annonce en elle-même est significative d'une dégradation des finances du pays qui s'accélère, compte tenu du fait que la capitale fait figure de ville-région privilégiée car, outre qu'elle est le siège du pouvoir, elle draine la majorité des flux financiers de la Fédération de Russie.

Voici plusieurs semaines, la presse russe a fait état de la réduction drastique des primes d'engagement par la plupart des provinces. Elles n'ont plus les moyens des « largesses » qu'elles ont fait miroiter durant quatre ans aux yeux des plus pauvres pour qu'ils acceptent de

servir de chair à canon. Pourtant l'armée a toujours besoin de chair fraîche pour remplacer les soldats morts et blessés en Ukraine, ce que le Kremlin considère comme prioritaire.

On a aussi appris que, dans un domaine comme le budget de la santé, qui touche toute la population, les régions ont décidé de tailler à la hache, pour la première fois depuis le début de la guerre, en février 2022. À Novossibirsk, les dépenses allouées à la santé ont diminué de 12 %. À Vologda, un record, elles chutent de 39 %, contre 30 % en Yakoutie et en Sibérie orientale. Même Moscou n'est pas épargnée : son budget médical diminue d'un quart.

Tous les échelons de l'organisation de la santé sont visés, depuis les structures de proximité (polycliniques, centres de médecine ambulatoire, postes de secours

ou d'obstétrique) jusqu'à la construction ou la rénovation des établissements hospitaliers. Les salaires des soignants (médecins, infirmières, etc.), déjà fort bas, ce qui a entraîné plusieurs grèves ces derniers mois, vont à nouveau être réduits. On parle là des grandes villes, mais la situation est bien pire dans les régions excentrées et les campagnes éloignées des centres urbains.

Officiellement, les autorités régionales peuvent emprunter pour financer leur budget santé, et cela vaut également pour l'éducation, elle aussi soumise à une diète sévère. Mais les gouverneurs ne le font pas car le ministère des Finances proscrit un endettement accru en l'absence de croissance économique, et parce qu'ils savent qu'ils sont jugés en haut lieu sur les économies qu'ils sont capables d'imposer à la population.

Les finances publiques en berne, avec pour conséquence une réduction



Soldats russes en action.

sévère des dépenses sociales, sont une conséquence directe de la guerre en Ukraine qui absorbe toujours plus de ressources du pays et de l'État. La situation est telle que, même dans certaines usines, qui travaillent pourtant pour l'armement, on voit réapparaître des retards de paiement de salaire, les directions cherchant là aussi à faire des économies. Mais Sobianine s'est voulu rassurant en déclarant que le financement des « projets conjoints (de Moscou) avec le ministère de la Défense de la Fédération de Russie » seront assurés...

Les coupures des liaisons avec les serveurs « étrangers », le blocage d'Internet dans les grandes villes et en vigueur à Moscou depuis quelque temps, sont censés rendre plus difficiles le guidage des drones ukrainiens. Mais ils touchent surtout pour l'heure la vie quotidienne de la population. Ils entravent bien sûr un certain nombre d'activités économiques, dans le commerce notamment. Mais qu'importe aux autorités car, en prime, cela rend plus facile la surveillance des échanges entre les mécontents de la situation.

**Pierre Laffitte**

## Méditerranée : une catastrophe annoncée

**Mardi 7 avril, le méthanier Arctic Metagaz, chargé de 100 000 mètres cubes de GNL, était toujours à la dérive, sans équipage et prenant l'eau, entre l'île de Malte et les côtes libyennes.**

Il s'agit d'un navire russe de la flotte dite fantôme, parce que l'armateur est inconnu, que le bateau navigue sans assurance, n'a pas de système d'identification automatique et ne peut donc pas être suivi par les systèmes de localisation. Ni sa route, ni la nature de sa cargaison, ni son rôle d'équipage ne sont signalés

à quelque autorité que ce soit.

L'Arctic Metagaz faisait route depuis Mourmansk, port russe de la mer de Barents, probablement à destination de la Chine via le canal de Suez lorsque, le 3 mars, une explosion suivie d'un incendie a obligé l'équipage à abandonner le navire sur des canots de sauvetage.



L'Arctic Metagaz en feu et à la dérive.

Juste après l'avarie, le méthanier dérivant dans les eaux internationales, la seule réaction a été, en toute logique, de demander aux bateaux croisant dans le secteur de se tenir éloignés de la bombe flottante d'au moins dix milles nautiques, soit 18 kilomètres. Mais le vent a poussé l'Arctic Metagaz vers la côte de la Libye. Les autorités du pays et, surtout, la compagnie italienne ENI qui y opère sur des champs pétrolifères offshore, ont alors mandaté une entreprise spécialisée pour remorquer le méthanier vers un port où on pourrait le décharger. L'opération aurait été

à la fois complexe et dangereuse, coûteuse et non couverte par les assurances, mais, début avril, pendant des opérations de remorquage, une tempête s'est levée. L'amarre ayant cassé, l'Arctic Metagaz est sorti des eaux libyennes et le vent le pousse dorénavant loin des puits de pétrole, dans les eaux internationales, vers l'île de Malte. La Libye et ENI ont donc interrompu leurs tentatives de sauvetage.

On ne sait si l'avarie de départ vient d'un tir de drone ukrainien depuis la Libye, de la vétusté du navire, d'un choc avec un iceberg au début de sa route ou d'autre

chose encore. Quoi qu'il en soit, un tel bateau peut exploser, couler, échouer sur une côte ou une autre, entrer en collision avec un cargo... causant des catastrophes, ne serait-ce qu'en termes de pollution. Pourtant, aucune autorité internationale n'a le droit ni les moyens techniques d'intervenir, aucun État ne veut dépenser un centime pour éviter le naufrage, aucun armateur, même si ses navires passent chaque jour sur cette route, ne se sent concerné. Sur mer comme sur terre, tout patron se sent responsable pour ses profits, irresponsable pour tout le reste.

**Paul Galois**

### Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste (trotskyste)

Au sommaire du n° 255 (avril 2026)

- À bas la nouvelle guerre impérialiste!
- La France dans le Golfe
- Les municipales
- Les résultats de l'extrême gauche
- LFI ostracisée
- Bernard Arnault et LVMH
- L'internationalisme ouvrier

Prix : 3 euros - Envoi contre cinq timbres.

## Titres de séjour : le renouvellement rendu impossible

**Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a déclaré samedi 4 avril avoir présenté au Premier ministre Lecornu un plan d'embauche de 500 vacataires dans les préfectures, afin de réduire les délais de traitement des demandes liées aux titres de séjours.**

Le problème n'est vraiment pas nouveau. Les délais pour la demande ou le renouvellement d'un titre de séjour, dont les travailleurs étrangers dépendent pour pouvoir continuer à avoir un emploi, vivre et faire vivre leur famille, se sont allongés. Même en s'y prenant des mois à l'avance, il n'y a aucune garantie que l'administration réponde

avant l'expiration du titre de séjour précédent. Les préfectures délivrent des « attestations de prolongation d'instruction », qui arrivent elles-mêmes à expiration et qu'il faut donc tenter de renouveler... Par ailleurs ces attestations de prolongation ne permettent pas de sortir du territoire, rendant impossible à ces travailleurs de rendre visite à leur

famille ou à leurs amis dans leur pays d'origine, même en cas de problème grave.

Des centaines de milliers de travailleurs étrangers voient donc arriver la date d'expiration de leur titre de séjour d'un, quatre ou même dix ans avec l'angoisse de ne pas arriver à le faire renouveler à temps et de perdre leur emploi. C'est une menace qui pèse sur toute une fraction du monde du travail, et qui se concrétise avec de plus en plus de contrats suspendus voire de licenciements, sous ce prétexte.



File d'attente devant la préfecture d'Evry-Courcouronnes.

Amnesty International avait souligné le problème dans un rapport en novembre, et la CGT a organisé depuis près d'un an des actions pour dénoncer cette situation. Les préfectures font la sourde oreille, et encore, quand il y a des oreilles, car le plus souvent il est de toute façon impossible de les joindre. Les possibilités de rendez-vous physiques ont été réduites au minimum, les lignes téléphoniques également, l'essentiel se passe sur des plateformes internet où le dossier déposé peut rester

des mois « en cours d'instruction », voire simplement « déposé », sans qu'il soit possible d'en savoir plus.

Le plan d'embauche de 500 vacataires, dont il n'est même pas dit qu'il sera validé par le Premier ministre, ne suffira pas à inverser la tendance. D'autant que les pouvoirs publics sont en permanence à l'offensive contre l'ensemble du monde du travail, et que s'en prendre aux travailleurs étrangers est de plus en plus à leur agenda.

Malik Rieux

## Loi contre le séparatisme : diviser pour mieux régner

**Le 3 avril, Nuñez, a déposé au Conseil d'État un nouveau projet de loi « contre le séparatisme et l'entrisme islamiste », complétant la loi de 2021.**

Ce projet qui devrait être présenté au conseil des ministres fin avril, prévoit entre autre la possibilité de « dissoudre certaines structures ».

On assiste à un nouvel épisode de ce qui est en fait une campagne dirigée contre les musulmans avec, cerise sur le gâteau, du point de vue du pouvoir s'entend, des mesures qui pourraient servir à museler bien des oppositions à sa politique.

« Nous voulons durcir la loi de 2021 sur les principes et valeurs de la République, de façon à mieux surveiller les structures d'accueil collectif des mineurs, à pouvoir les fermer plus facilement, à contrôler les publications qui représenteraient un danger pour les

plus jeunes » a expliqué le ministre. Et d'insister encore sur sa volonté « d'interdire des ouvrages qui comportent des propos qui sont des appels à la haine, à la violence ou discriminatoires ». En annonçant ce nouveau projet de loi, Nuñez voulait sans doute faire taire les critiques soulevées par le RN après sa déclaration contre l'interdiction du voile dans les lieux publics. Pour preuve qu'il ne restait pas « les bras ballants » contre la prétendue menace islamiste, il a décidé d'interdire le rassemblement de l'Association des musulmans de France la veille de celui-ci, sous divers prétextes dont le fait qu'il aurait pu créer un trouble à l'ordre public.

L'interdiction a finalement été levée par le juge des référés auquel l'avocat de l'association avait fait appel et le rassemblement s'est tenu.

L'odieuse campagne alimentée depuis des mois par toute la droite et l'extrême droite continue donc de plus belle. Elle spéculé sur les préjugés contre l'ensemble de la population musulmane, suspectée de soutenir les islamistes radicaux, voire les terroristes. Et le gouvernement lui aussi voudrait, en attisant les divisions dans les classes populaires, que le mécontentement se tourne contre cette population plutôt que contre lui, et que les bourgeois dont il sert les intérêts puissent continuer à diviser pour régner.

Aline Retesse

## Paradis fiscaux : Tout va très bien, Madame la marquise

« La fortune non imposée dissimulée dans les paradis fiscaux par les 0,1 % les plus riches est supérieure à la richesse totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité (4,1 milliards de personnes) » : voilà ce que déclare Oxfam dans un

communiqué du 7 avril.

L'ONG estime qu'en 2024, 3 550 milliards de dollars ont été cachés dans des paradis fiscaux. Ce montant représente plus que le PIB (Produit intérieur brut) annuel de la France.

Les chiffres du rapport

donnent le tournis, surtout si on se souvient qu'il ne s'agit que des chiffres qui émergent, le sommet d'un iceberg de richesses accumulées et dissimulées par les bourgeois du monde entier.

Marlène Stanis

## Méditerranée : nauffrage et décompte macabre

**Dimanche 5 avril, une nouvelle embarcation a fait naufrage, au large des côtes libyennes. Sur 105 migrants à bord, seuls 32 ont pu être secourus par des navires marchands et débarqués sur l'île de Lampedusa.**

Le rythme des morts en Méditerranée ne cesse de s'accélérer. Selon l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), plus de 500 migrants auraient perdu la vie en seulement 40 jours, du 1<sup>er</sup> janvier au 10 février 2026. Ces chiffres sont les plus importants depuis dix ans, et ils donnent la mesure du drame : depuis 2014, l'OIM a recensé 6 546 morts dans l'Atlantique – la route des îles Canaries – et 34 266 en Méditerranée. Et encore, l'organisation ne compte que les morts officiellement renseignés. Les estimations des associations d'aide aux migrants sont bien plus élevées.

La Méditerranée est devenue un tombeau pour les opprimés qui tentent d'échapper aux guerres et à la misère. Ils se heurtent aux frontières érigées autour de

l'Union européenne à l'aide de barbelés, de murs, de surveillance, de gardes-frontières qui n'hésitent pas à repousser les embarcations, voire à les faire couler, tandis que les navires humanitaires sont criminalisés et empêchés de venir en aide aux migrants. Dans les pays de départ, notamment en Libye et en Tunisie, la répression se renforce contre les exilés venus d'Afrique subsaharienne, sous l'œil complice de l'UE, bien contente de cette sous-traitance.

Tandis que les pays riches laissent mourir devant leur porte ceux qui aspirent à une vie meilleure, ils sont en même temps capables de déployer des moyens humains et matériels considérables pour mener leurs guerres au Moyen-Orient. Révoltant.

Camille Paglieri



Embarcation ayant chaviré le 5 avril.

## Fonderie lorraine – Grosbliederstroff : grève contre les suppressions d'emplois

**Les 350 travailleurs de la Fonderie de Grosbliederstroff, propriété de ZF, ont fait grève pendant plus de 10 jours contre la menace de dizaines de suppressions d'emplois et pour arracher des garanties pour leur avenir à tous.**

En fin d'année, la direction avait relancé un plan pour licencier une cinquantaine des 350 travailleurs de cette fonderie qui fabrique des boîtes de vitesse et des éléments de moteur pour BMW et Mercedes. Deuxième plus grand équipementier automobile allemand, ZF voudrait aujourd'hui licencier, tout en menaçant l'avenir de tous ceux qui resteraient sur le site. Pour ce faire, il a dépêché un directeur qui se vante d'avoir fermé différentes usines.

Mal lui en a pris : le mauvais tour qu'il a essayé de jouer aux travailleurs

s'est finalement retourné contre lui. Après avoir annoncé dans les ateliers que ceux dont les postes seraient supprimés auraient droit à 4 500 euros par année d'ancienneté, il a prétendu s'être trompé et ne pouvoir proposer que 2 000 euros par an, le total étant plafonné à 40 000 euros. Une provocation dans cette usine où certains travaillent depuis l'ouverture et ont désormais vingt, voire trente ans d'ancienneté.

Le 24 mars, les travailleurs y ont répondu en se mettant massivement en grève, des ouvriers aux techniciens, employés de

bureaux et même certains cadres. Ils ont ensuite animé un piquet de grève en continu, weekend compris, avec le soutien des habitants et des travailleurs d'autres usines. Après deux jours, le directeur a tenté d'assigner des grévistes devant le tribunal de Sarreguemines sous l'accusation d'avoir bloqué les entrées-sorties des camions. Après que les travailleurs lui ont rendu une petite visite en nombre, il a préféré laisser tomber la procédure, ce que le tribunal a confirmé le 27 mars.

Depuis, ZF a reculé devant le manque de pièces à expédier, tombées à zéro après quelques jours de grève, camions ou pas, faute de production.

Le groupe a été obligé de faire plusieurs concessions : 2 600 euros par année d'ancienneté et surtout le non-plafonnement des indemnités ; formation longue et dispositif de reclassement ; paiement des jours de grève et aussi la garantie que ces modalités s'appliqueront pour les trois ans à venir.

Les travailleurs ont surtout appris qu'ils pouvaient, par leur nombre et leur détermination, faire reculer cette multinationale, d'autant plus si leur lutte est organisée et dirigée par eux-mêmes.

Correspondant LO



Les grévistes de la Fonderie.

## Usine d'Arc – Pas-de-Calais : licenciements pour les travailleurs, aides pour les patrons

**La reprise du groupe verrier Arc est effective depuis le 1<sup>er</sup> avril. Elle se traduit pour les travailleurs par la suppression de plus de 700 postes sur les 3 800 de l'usine du Pas-de-Calais. Après des mois d'attente, le couperet est tombé et 250 salariés sont licenciés.**

Ceux qui restent disent éprouver un sentiment de soulagement mais personne ne se réjouit. Le patron est très clair dans son projet qui est de réussir coûte que coûte à sortir la production. Et cela ne pourra se faire qu'en attaquant les actuelles conditions de travail, en introduisant plus de

flexibilité, de polyvalence et en ayant recours au travail intérimaire.

En revanche, pour ce nouveau patron c'est une bonne opération. Il va économiser chaque mois sur les salaires supprimés. Les indemnités de licenciement sont payées par l'État et

l'ardoise de dizaines de millions d'euros, qui avaient été prêtés par la communauté de communes, la région et l'État est effacée.

Tout le monde ose rabâcher, des médias aux politiciens, que c'est une reprise « courageuse », comme s'il n'y avait pas d'autre choix que de licencier ! Prendre sur les grosses fortunes des anciens et actuels actionnaires permettait pourtant à coup sûr de maintenir les emplois et les salaires de tous.

Correspondant LO

## SNCF : irresponsabilité criminelle

**Mardi 7 avril à 7 heures, un TGV a percuté un convoi de chargement de l'armée sur un passage à niveau entre Béthune et Lens, dans le Pas-de-Calais.**



FABIEN VILLEDEU

Le conducteur est mort et seize passagers ont été blessés. Le conducteur du convoi a été placé en garde à vue. La première préoccupation du ministère des Transports et de la direction de la SNCF a été de s'exonérer de toute responsabilité en prétendant que le passage à niveau fonctionnait bien et qu'il ne faisait pas partie de ceux dits sensibles.

Mais quelles que soient les circonstances précises de l'accident, c'est l'existence même de ces passages à niveau qui pose problème.

Cela fait des décennies que les syndicats de cheminots et les associations d'usagers réclament la suppression des plus de 15 000 passages à niveau du réseau ferroviaire. Chaque année une centaine d'accidents s'y produisent, entraînant entre 20 et 30 décès. Les conducteurs de train en sont souvent les premières victimes.

En 1997, à la suite d'un

accident à Port-Sainte-Foy en Dordogne, ayant fait 13 morts et 43 blessés, le président de la SNCF de l'époque, Louis Gallois, avait assuré « qu'il y avait trop de passages à niveau en France » et prétendu que 500 d'entre eux étaient supprimés chaque année. Mais pour des raisons budgétaires, ces passages à niveau restent en place. Ils sont au mieux « sécurisés » pour les plus vétustes. Castex, le président de la SNCF a osé affirmer aux cheminots, que cet accident « rappelle les risques du métier ».

Non, ce n'est pas le métier qui crée le risque, c'est l'irresponsabilité des dirigeants politiques qui dépensent sans compter dans les engins de mort, mais n'ont jamais de fonds pour construire des ponts ou tunnels remplaçant des passages à niveaux anachroniques.

Christian Bernac

## Royer – Fougères : 140 licenciements

Par suite de son placement en redressement judiciaire le 29 octobre 2025, le groupe Royer, fondé en 1945 à Fougères, en Ile-et-Vilaine, et spécialisé dans le négoce et la distribution de chaussures, a été revendu au groupe Chaussea.

Sur les 187 salariés que comptait le groupe, seuls 45 vont garder un emploi. Ce rachat est une catastrophe, 140 travailleurs vont être licenciés ! La reprise comprend la marque emblématique Kickers, ainsi que les marques Aster, Mod8, Stéphane Kélian et Royer. « Une trentaine d'emplois sont conservés à la maison-mère et une quinzaine à Cholet (dans le Maine-et-Loire), tandis que les sites de Sèvres (dans les Hauts-de-Seine), et d'Arques (dans

le Pas-de-Calais), seront fermés » selon un communiqué de Chaussea.

Royer a compté jadis plus de 900 salariés. Sa quasi-fermeture clôt un processus de plusieurs décennies de suppression d'emplois – des dizaines de milliers dans le seul secteur de Fougères – la dernière usine JB Martin ayant fermé en 2020, avec 70 licenciements. Quant au fondateur et dirigeant de l'entreprise familiale Chaussea, Gaëtan Grieco, il figure en 2025 dans le classement annuel des « 500 plus grandes fortunes professionnelles de France » du magazine Challenges, à la 392<sup>e</sup> place, avec un patrimoine estimé à 340 millions d'euros !

Correspondant LO

## Safran : l'armement, une affaire rentable

La guerre au Moyen-Orient a des conséquences directes pour Safran et les affaires de sa branche militaire. Même si l'entreprise est plus connue pour produire des moteurs pour Boeing et Airbus, elle produit également le moteur du Rafale, actuellement utilisé dans les combats dans la région.

Les pays ayant acheté l'avion de Dassault, tels que le Qatar et les Émirats arabes unis engagés avec la France dans le conflit, font décoller et voler ces avions pour intercepter missiles et drones. L'affaire est rentable, car si Safran y gagne en vendant des moteurs militaires neufs quand Dassault décroche des contrats de vente du Rafale, le bénéfice se réalise surtout avec le

service après-vente. Plus ces moteurs tournent et s'usent, plus il faut facturer des passages en atelier de maintenance et des pièces en réparation. En plus du moteur du Rafale, cela concerne aussi celui, plus ancien, du Mirage 2000, pour lequel la fabrication de pièces de rechange n'a jamais cessé. Les pays en possédant sont souvent les mêmes que ceux ayant acheté des Rafale,

comme le Qatar et les Émirats arabes unis. Résultat : plus les avions volent et brûlent du kérosène, plus Safran facture de l'entretien et de la réparation avec une marge de près de 50 %. La fabrication de pièces détachées étant plus importante que celle des pièces pour moteurs neufs, la guerre devient automatiquement une belle source de profit.

Quand on vend des canons, ceux-ci sont bien plus rentables quand ils s'usent et il n'est pas dans l'intérêt des capitalistes de l'armement qu'ils s'arrêtent de tonner.

Correspondant LO

## Dassault : ministre en visite

Dans cette période guerrière, l'usine Dassault de Cergy devient le lieu où il est de bon ton de se mettre en scène. Après Zelensky et Mélenchon, c'était au tour du ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, de s'y rendre le jeudi 2 avril.

Décrite comme ultramoderne, la nouvelle usine Dassault, construite à coups de subventions d'argent public, est un véritable camp retranché, cerné d'une double rangée de grillages

et barbelés, truffé de caméras donnant sur l'extérieur comme à l'intérieur des ateliers.

C'est dans cette ambiance que Farandou a fait la promotion de l'économie

de guerre, et lancé un appel aux jeunes, les incitant à rejoindre le secteur de l'armement. Et de mettre en avant cette « opportunité », soutenue par France Travail. Car c'est bien avec l'argent public que Dassault se verrait ainsi offrir une main-d'œuvre jeune, sélectionnée et formée aux exigences de l'agence. Et d'annoncer que la générale Dominique Vitte



a été nommée à la tête d'une « force spéciale défense », au sein de France Travail.

La famille Dassault, principale actionnaire et bénéficiaire des multiples

aides annoncées par le ministre, a, comme d'habitude, de quoi se réjouir : les perspectives sont bonnes... pour son tiroir-caisse !

Correspondant LO

## DESP – Grenoble : succès pour les femmes de ménage



Depuis le jeudi 26 mars, les onze salariées et un chef d'équipe de DESPS ont fait grève pendant sept jours complets, bien déterminés à se faire respecter.

Dans cette nouvelle société, née de la fusion d'Elior et de Derichebourg, elles

assurent tous les jours, week-ends compris, le nettoyage de trois Ehpad

de l'association « l'Arbre de vie » à Grenoble, soit pour sept heures par jour et par salariée, environ 25 chambres à nettoyer, les parties communes, toilettes, bureaux ainsi que le service

des petits-déjeuners aux résidents. Il y a quelques années, elles étaient cinq par établissement pour faire ce travail, aujourd'hui elles ne sont plus que quatre et encore faut-il qu'il n'y ait pas d'absents ni de malades.

La situation s'est dégradée avec le rachat d'Elior par Derichebourg et ses méthodes toxiques de management. Dans cette société, toutes les réclamations restent lettre morte, il faut réclamer pendant des mois au sujet de ses heures impayées, de retenues mutuelles indûment prélevées, de contrats non signés, du matériel, des produits et l'on ne trouve personne au bout du fil pour vous répondre.

Comble du mépris, ces derniers mois, une cheffe fait de l'excès de zèle et de pouvoir, menace, fait du chantage et sanctionne. Alors que les travailleuses triment, attendent leur dû depuis des mois, le patron

de l'agence et cette cheffe n'ont rien trouvé de mieux que de les convoquer pour une sanction suite à une petite pause jugée trop longue ! C'est la goutte qui a fait déborder le vase et a rassemblé les trois Ehpad dans la grève.

Au bout de sept jours, les grévistes étaient reçues par le directeur régional venu tout spécialement de Lyon, et obtenaient satisfaction : mise à l'écart de la cheffe, règlement des manques sur salaires et étude de la surcharge de travail. Dès à présent, les grévistes ont décidé de ne plus assurer les remplacements.

À la sortie de l'entrevue avec le directeur régional, les grévistes ont laissé éclater leur joie. Se sentir unies et déterminées pour faire reculer un grand groupe, même à une douzaine, ça donne de la force !

Correspondant LO

# Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : les Urgences en colère

Depuis mercredi 1<sup>er</sup> avril, le service des urgences de l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, a débuté un mouvement de grève.

Cela fait suite aux annonces de la direction de supprimer les renforts en aides-soignantes et infirmières qu'elle avait octroyés pour la durée des travaux de rénovation du service.

Depuis 2019, ce service fonctionne 24 h sur 24 et il accueille de plus en plus de patients. Des travaux d'agrandissement, indispensables, viennent d'être réalisés pour un montant de plus de six millions d'euros, avec tous les problèmes de déménagement qui ont pesé sur le personnel pendant

plusieurs mois. L'unité d'hospitalisation des Urgences était alors à un autre étage, ce qui obligeait les aides-soignantes à multiplier les allers-retours et à faire alors plus de dix kilomètres par jour.

Résultat, les locaux sont neufs et plus vastes mais les problèmes sont légion : les trajets des soignants sont allongés, les couloirs exigus, la porte d'accès pour les pompiers fonctionne une fois sur deux. Et cerise sur le gâteau, il n'y a que deux points d'eau chaude pour tout le service car en

disposer dans chaque box ne « rentrait pas dans l'enveloppe travaux » selon la direction. Il faudra donc faire les toilettes des patients à l'eau froide ?

Cet hiver, le nombre de passages aux Urgences a explosé, des dizaines de patients sont régulièrement sans lit disponible à l'hôpital, bien loin du « zéro patient sur les brancards » promis par la direction.

La suppression du renfort de personnel est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ainsi, sur les 90 paramédicaux, 60 se sont mis en grève, avec le soutien de plusieurs médecins, mais le système des assignations



les contraint souvent à assurer un service minimum.

La première journée de grève a été déterminée et dynamique, avec un tract adressé aux autres travailleurs de l'hôpital, des tournées de service et un rassemblement d'une

cinquantaine de personnes. Comme le disent les grévistes dans leur tract : il faut du personnel supplémentaire de jour comme de nuit, ce n'est pas du confort, c'est tout simplement indispensable.

**Correspondant LO**

## Prisma Media : Bolloré licencie

Le 30 mars, la direction du groupe de presse Prisma Media a annoncé qu'elle allait « redimensionner » ses effectifs.

En clair 261 postes, soit 40 % des effectifs, risquent d'être supprimés pour motif économique. Quarante-vingt-dix journalistes, l'informatique, la comptabilité : tous les services sont touchés.

Ce groupe est le numéro 1 de la presse magazine, et possède des titres comme

*Capital, Ça m'intéresse, Geo, Femme Actuelle, Voici*, ainsi que des magazines de télévision. Il dépend de Louis Hachette groupe (LHG) que le milliardaire d'extrême droite Bolloré a racheté en 2021. Il a encore réalisé en 2025 un chiffre d'affaires de plus de 300 millions d'euros.

Prisma se porte bien mais pas assez au goût de son directeur, également patron de CNews, placé là par Bolloré pour rentabiliser l'entreprise qui en est à sa troisième vague de licenciements. La crise, la menace de généraliser l'emploi de l'IA pour gagner plus avec moins de monde, tout est prétexte à accélérer la pression sur les travailleurs du groupe. C'est la tactique de

n'importe quelle entreprise. La presse n'y échappe pas.

La société des journalistes et les syndicats dénoncent cette coupe dans les effectifs, d'autant plus importante que les collaborateurs temporaires, comme les pigistes ne sont pas pris en compte. Ils dénoncent ce milliardaire « qui veut détruire leur vie et l'indépendance de leur presse pour satisfaire ses ambitions

politiques et financières ».

L'indépendance de la presse est un leurre dans le système capitaliste, surtout dans une période de crise, et face à un patron défenseur acharné d'une politique réactionnaire, comme il le prouve chaque jour sur sa chaîne de télévision CNews. Mais c'est une raison de plus de se mobiliser contre ses attaques.

**Sylvie Maréchal**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Argentine : des dizaines de milliers contre Milei

Le 24 mars 2026, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans toute l'Argentine lors de l'anniversaire du coup d'État militaire de 1976, qui avait porté au pouvoir une junte conduite par le général Videla.

La dictature allait assassiner durant sept années quelque 30 000 opposants, militants péronistes ou d'extrême gauche, dont un tiers parmi les ouvriers d'usine qui, depuis 1969, avaient affiché une grande combativité.

Si nombre de personnes sont descendues dans la rue ce jour-là, c'est aussi parce que, depuis son arrivée à la tête du pays, le président d'extrême droite Javier Milei et sa vice-présidente, Victoria Villarruel, n'ont cessé, en même temps que leurs attaques contre les classes populaires, de tout mettre en œuvre pour

réhabiliter la dictature militaire qui s'est exercée de 1976 à 1983. La population en reste fortement marquée et, majoritairement, elle n'entend ni pardonner ni oublier.

Déjà, le 24 mars 2024, Milei avait fait circuler une vidéo qui niait les 30 000 « disparus » de la dictature de Videla, qui avait inventé ce terme pour masquer les crimes de ses séides. Elle niait aussi le vol de quelque 500 bébés. Mis au monde par des militantes assassinées après leur accouchement, ceux-ci avaient été répartis ensuite entre policiers, militaires et

grands bourgeois.

La vice-présidente qui, à l'évidence, aime les militaires, a fait l'éloge des « soldats oubliés », c'est-à-dire les nervis de la police ou de l'armée qui ont assassiné à tout va pendant toute la dictature. En contrepoint, le président a fait l'éloge des lois d'indulgence qui avaient protégé les militaires des poursuites, avant que la pression populaire ne finisse par imposer que les crimes de la dictature soient jugés et que les lieux de torture deviennent des lieux de mémoire. Milei voudrait revenir en arrière sur tout cela, et les centres de mémoire ont connu des licenciements massifs.

Six députés de la clique parlementaire de Milei ont visité avec courtoisie Alfredo Astiz, militaire

condamné par la justice et surnommé « l'ange de la mort » parce qu'il avait infiltré le premier mouvement des Mères de la Place de Mai, ces mères de militants assassinés par la dictature, et envoyé à la mort ses premières dirigeantes. Ces députés ont aussi remis au goût du jour le langage de la junte, qui entendait exterminer la « subversion marxiste ».

Des fonctionnaires du ministère de la Défense se sont complaisamment réunis avec des tortionnaires condamnés. D'autres du même acabit déclarent que les années 1970 ont été une guerre sur laquelle il faut poser le manteau de l'oubli. Une ex-ministre de Milei, Patricia Bullrich, a baptisé une école de police du nom d'Alberto Villar, le créateur

de la Triple A, un groupe d'extrême droite péroniste qui, de 1973 à 1976, assassina près de 2 000 militants. Et que dire du choix de Milei qui, en novembre, a nommé un général ministre de la Défense, ce qui ne s'était pas vu depuis la fin de la dictature.

Il reste que, selon un récent sondage, 71 % des Argentins ont une vision négative de la dictature, que 63 % estiment que rien ne justifiait le coup d'État de 1976 et que 70 % soutiennent les poursuites et jugements des crimes commis par les militaires. Ils ne sont en revanche que 7 % à trouver une quelconque valeur au régime du général Videla. Et les manifestants du 24 mars ont montré que le souvenir est là.

Jacques Fontenoy



## La Fête de Lutte ouvrière : samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai à Presles

Il ne faut pas manquer la Fête de Lutte ouvrière, ce grand rassemblement fraternel de toutes celles et ceux qui veulent lutter contre ce système capitaliste qui mène la planète à

sa ruine, et réaffirmer que l'humanité mérite d'être débarrassée de l'exploitation, de la misère et de la guerre. Elle sera le lieu de nombreux débats et de rencontres, y compris avec

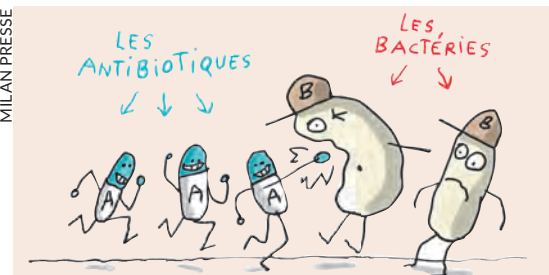
des camarades d'autres pays, comme ceux qui se revendiquent, comme Lutte ouvrière, de l'Union communiste internationaliste et adhèrent aux idées trotskystes.

## Le Carrousel de la connaissance

Durant toute la fête, laissez-vous embarquer pour un spectacle son et lumière de 45 minutes.

En 2026, le Carrousel sera consacré aux antibiotiques, ce succès de la médecine que le capitalisme transforme en menace. Ils ont révolutionné la santé en faisant reculer massivement la mortalité infectieuse. Aujourd'hui, leur utilisation massive, dont 70 % pour l'élevage, notamment pour permettre l'engraissement des animaux, engendre une pollution désastreuse des sols et des eaux et l'émergence de bactéries résistantes qui se rient des antibiotiques.

Tout cela parce qu'ils sont devenus des marchandises comme les autres, et que seule compte leur rentabilité.



## L'Arboretum

À l'Arboretum de la Fête, on pourra découvrir des espèces d'arbres du monde entier, l'eucalyptus, l'araucaria, le ginkgo, une fougère arborescente, un palmier de Chine, des chênes, des arbres fruitiers, des séquoias d'Amérique, des platanes hybrides. Les promenades, chacune d'environ 50 minutes, seront commentées sur divers thèmes et démarreront toutes les vingt minutes.



## Sur le Grand Podium

Samedi à 17 heures, allocution de bienvenue avec **Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier**.  
Dimanche et lundi à 15 heures, meetings avec **Nathalie Arthaud**

## Les spectacles

- **Que Tengo** (musiques afro-latines et urbaines)
- **Sidi Wacho** (cumbia et hip-hop à la sauce orientale)
- **Le Mange-Bal** (bal électro-folk)
- **Zarhã** (chanson urbaine aux accents balkaniques et latino-américains)
- **À contre-courant**, par la compagnie Jolie Môme (chansons de lutte)
- **The Moonlight Swampers** (reprises rock)

## Les librairies : satisfaire sa soif de lire

De la librairie du Château à la Cité du Roman, de la librairie scientifique à celles des livres d'occasion et de la Cité politique, il y

aura de quoi satisfaire sa soif de lecture. Écrivains, historiens et romanciers présenteront leurs ouvrages et débattront avec le public.

## Cartes et bons

La carte d'entrée, valable trois jours, est disponible en prévente à 15 euros. À partir du 11 mai, et sur place à l'entrée de la Fête, elle coûtera 25 euros. Elle est éligible au Pass Culture. Pour les enfants de moins de 14 ans

accompagnés, l'entrée est gratuite.

On peut profiter de 20 % de réduction sur les dépenses à la Fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la Fête.

Renseignements, billetterie, programme : <https://fete.lutte-ouvriere.org/>

